Gênes 2001 : dix ans après, la mémoire indignée

samedi 30 juillet 2011, par ANTENTAS Josep Maria, VIVAS Esther (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2011).

Cela fait dix ans maintenant qu'a eu lieu le sommet du G8 à Gênes, en juillet 2001, où s'écrivit une des pages les plus significatives de l'histoire du mouvement altermondialiste. Les protestations de Gênes ont représenté un moment culminant dans la phase de croissance linéaire de ce mouvement depuis la Rencontre ministérielle de l'OMC de novembre 1999 à Seattle, qui avait ouvert un nouveau cycle international de mobilisations. Gênes se déroula peu de temps après la tenue du premier Forum Social Mondial de Porto Alegre, en janvier 2001, sous le slogan désormais célèbre d'"Un autre monde est possible" et dont la pertinence est encore plus évidente aujourd'hui, en pleine crise globale.

Le 10e anniversaire des journées de Gênes arrive au moment où l'Union européenne traverse de fortes turbulences et où les vents qui ont électrisé le monde arabe depuis la fin de 2010 soufflent avec de plus en plus d'intensité sur le Vieux continent. Les mobilisations soutenues en Grèce et l'irruption du mouvement des indignéEs dans l'Etat espagnol, sans oublier la victoire dans le référendum sur l'eau en Italie même, sont parmi les symptômes les plus significatifs de la montée d'une nouvelle période de luttes, où l'objectif est d'internationaliser et d'"européaniser" les résistances émergentes.

Il y a 10 ans, les événements dans cette ville italienne avaient capté l'imaginaire de millions de personnes et de multiples mouvements et luttes sociales dans toute la planète, qui se sont identifiés avec le message de critique radicale de la globalisation capitaliste d'une protestation vécue comme étant la leur.

Le caractère massif de cette dernière, sa radicalité et le niveau de confrontation élevé entre les manifestantEs et le pouvoir ont caractérisé la dynamique de journées décisives, où le temps historique semblait s'accélérer de manière très intense, au rythme des tentatives des activistes de "libérer" la ville, d'entrer dans la "zone rouge" interdite et de déstabiliser le sommet officiel. "Nous sommes des millions, vous n'êtes que 8", tel était le sentiment général de ceux et celles qui sont arrivés dans cette ville portuaire historique, déterminés à faire plier les maîtres du monde.

L'assassinat par balles du jeune Carlo Giuliani au cours de la journée d'action directe du 20 juillet et l'assaut de la police contre l'Ecole Diaz furent les épisodes les plus douloureux de mobilisations marquées par une répression féroce. Organisée comme un lieu de repos et de réunion pour une partie des manifestants étrangers, l'Ecole Diaz est devenue dans la nuit du 21 juillet la scène d'une vendetta policière qui laissa derrière elle 63 blessés et des dizaines d'arrestations, provoquant un scandale politique et médiatique ainsi qu'un long procès.

Gênes marqua le début d'une période de fortes protestations sociales contre le gouvernement Berlusconi. C'est une véritable "génération Genova" qui naquit en Italie à cette occasion. Ensemble avec le mouvement altermondialiste, des syndicats majoritaires, et en particulier la CGIL, ont joué un rôle important dans ces luttes - après leur absence remarquée lors des premières journées du contre-sommet du G8 - en organisant plusieurs grèves générales et des mobilisations, mais en n'abandonnant pas pour autant leur orientation de syndicalisme de concertation.

En partie comme résultat de ce long processus, en avril 2006, les forces du centre-gauche sont arrivées au pouvoir, après une victoire électorale à l'arrachée face à la droite menée par Berlusconi. Mais les deux années de gouvernement Prodi ont laissé derrière elles un triste bilan en politique économique, sociale et étrangère, provoquant la désillusion, la démoralisation et la démobilisation sociale… qui ont pavé le chemin pour le retour au pouvoir triomphal d'Il Cavaliere en avril 2008. Ce dernier fête aujourd'hui, en pleine décadence et dans une atmosphère de fin de règne, la boucherie provoquée par les carabinieri il y a dix ans.

Peu après les événements de Gênes, les attentats du 11 septembre à New York ont signifié à leur tour le début d'une nouvelle période internationale marquée par la "guerre globale contre le terrorisme". La protestation contre la guerre allait prendre force au sein de la critique de la globalisation, ouvrant la voie au développement d'un mouvement anti-guerre massif dont le point culminant fut la journée internationale de mobilisations du 15 février 2003, à la veille de l'invasion de l'Irak. A partir de là, le mouvement altermondialiste entra dans une nouvelle phase, marquée par la perte de centralité de ses mobilisations, de sa capacité d'articulations et par une plus grande dispersion des luttes sociales, dans un contexte très défensif dans l'ensemble de l'Union européenne. Cela a duré jusqu'à l'éclatement de la "grande crise" de 2008, qui détermine la situation internationale depuis trois ans et face à laquelle on assiste aujourd'hui à une remontée des luttes sociales.

Dix ans après le sommet de Gênes, le cycle ouvert par le mouvement altermondialiste s'est terminé, mais un autre s'ouvre devant nous. Ce n'est donc pas un anniversaire nostalgique d'un mouvement qui fut, mais qui n'est plus. C'est un anniversaire dont la mémoire indignée de ces journées mythiques nous permet de remémorer le passé pour regarder l'avenir. Où le souvenir de l'assaut contre la "zone rouge" se mélange avec ceux très récents des occupations des places, des assemblées de quartiers et du blocage du parlement Catalan. Et où la mémoire de Carlo Giuliani ne fait qu'augmenter la rage et l'indignation de ceux qui, avec encore plus de raisons qu'il y a dix ans, continuent à affirmer qu'un "autre monde est possible" et que "nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers".

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Dans les rues de Gênes, dix ans après

Dix ans après les mobilisations historiques contre le G8, quelques 30.000 personnes ont manifesté le samedi 23 juillet dans les rues de la vielle cité portuaire pour montrer notre indignation contre les politiques néolibérales et le gouvernement de Berlusconi et pour remémorer des journées qui ont marqué un point d'inflexion.

Cette manifestation culminait une série d'activités politiques et culturelles d'hommage et de souvenir aux victimes de la répression des carabinieri, à Carlo Giuliani en premier lieu, qui ont eu lieu dans la ville depuis plusieurs semaines.

Beaucoup de choses se sont déjà passées depuis ces « journées qui ont ému le monde », dans une décennie parcourue en image de manière pertinente par l'Exposition Cassandra, qui s'est symboliquement tenue dans le Palazzo Ducale, là où le G8 s'était réuni il y a dix ans afin de décider impunément de nos vies et du destin de la planète.

Comme cela devait se faire, les événements commémoratifs ont été non seulement marqués par la mémoire de ces journées de juillet 2001, mais aussi par l'espoir de voir naître un nouveau cycle de luttes en Italie et en Europe, à la chaleur des événements dans le monde arabe, en Grèce et dans l'Etat espagnol, et suite au succès rencontré lors du référendum sur l'eau.

Il était difficile de ne pas s'émouvoir en marchant à nouveau dans les rues de Gênes, une ville qui restera inoubliable dans la mémoire de ceux qui ont participé aux intenses mobilisations contre le G8. La massivité et la radicalité des protestations, l'assaut contre la « zone rouge », la mort tragique de Carlo et la sanguinaire intervention policière dans l'Ecole Diaz ont marqué toute une génération.

Aujourd'hui, notre mémoire n'est pas nostalgique, c'est une mémoire indignée mais pleine d'espoir dans ce nouveau cycle de luttes, dans ce « second round » de notre combat contre le capitalisme global qui s'ouvre devant nos yeux et qui a la monde méditerranéen comme épicentre.

« Nous sommes des millions, eux ne sont que 8 » disions nous alors. *« Eux sont la crise. Nous sommes l'espoir »* crions nous en parcourant les rues d'une ville que nous ressentons comme la nôtre.

Josep Maria Antentas

P.-S.

* Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autónoma de Barcelona (UAB). Esther Vivas participe au Centre d'études sur les mouvements sociaux (CEMS) de l'Universitat Pompeu Fabra (UPF). Tous deux sont membres de la Gauche Anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista – Revolta Global, en Catalogne), rédacteurs à la revue « Viento Sur » et auteurs de « Resistencias Globales. De Seattle a la Crisis de Wall Street » (Editorial Popular, 2009). Tous deux ont participé au sommet de Gênes en 2001 et participent actuellement au mouvement des indignéEs dans l'Etat espagnol.

http://esthervivas.wordpress.com/ Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be